BELAYAT À UN RESPONSABLE DE LA POLICE :

«Dites à vos supérieurs que c'est Saâdani qui est dans l'illégalité»

Une nouvelle réunion des «redresseurs», ou plus exactement des contestataires de Ammar Saâdani comme secrétaire général du Front de libération nationale, a été empêchée, hier, par les services de sécurité qui, tôt la matinée, avaient complètement fermé tous les accès menant vers le siège du mouvement au quartier Les Sources, à Alger. Il s'agissait pourtant d'une réunion à huis clos.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Une réunion qui, selon le chef de file du mouvement, l'ancien ministre Abderrahmane Belayat, était prévue «comme réception de présentation des vœux de l'Aïd en même temps qu'une occasion de faire le bilan, entre membres du bureau, de nos activités. Mais quelle ne fut ma surprise de découvrir des escouades de policiers et des éléments des renseignements généraux encerclant tout le quartier dans l'objectif d'empêcher notre réunion».

Belayat ne manquera pas d'interpeller les concernés. «J'ai reçu le responsable de ces policiers pour lui dire que, comme il pouvait le constater, nous sommes là pour une réception et non pas pour une manifestation publique. Il y avait à l'intérieur du siège quelques confiseries et quelques bouteilles de limonade, comme il sied à ce genre d'occasions, et non pas de quoi perturber l'ordre public», ironisera notre interlocuteur avant d'ajouter : «Le responsable en question m'a répondu qu'il n'agissait que sur instruction. Il disait être réquisitionné par le wali d'Alger sur instruction du ministre de l'Intérieur. Il a également ajouté que, peut-être, si la réunion s'était tenue en dehors d'Alger, elle n'aurait pas été interdite.»

Avec son sang-froid habituel, Belayat répliquera à son interlocuteur qu'il lui expliquait qu'il ne faisait, là, que son travail par ce message : «A ce moment-là, vous n'avez qu'à accomplir votre travail jusqu'au bout.

Photo : DR

Abderrahmane Belayat.

On vous a chargé de me transmettre un message et à mon tour de vous transmettre mon message à vos responsables. Dites-leur que, nous concernant, nous n'activons pas dans la clandestinité.

Si vous voulez nous pousser vers cette extrémité, jamais nous le ferons. Nous activons dans la légalité. Nous soutenons le Président et le programme du gouvernement et nous l'avons exprimé publiquement. C'est Ammar Saâdani qui est dans l'illégalité.»

Le chef des redresseurs rappellera les circonstances de l'intronisation de Saâdani et tout le cafouillage judiciaire qui s'en est suivi. «Conformément à l'article 9 des statuts, c'est moi qui suis encore secrétaire général intérimaire du parti.

L'affaire est toujours entre les mains de la justice et nous allons répondre au Conseil d'Etat. Ceci au plan juridique. Au plan politique, nous poursuivons notre combat et nous avons bon espoir que notre dernière lettre adressée à Monsieur le Président de la République est sur le point d'être prise en charge.»

Pour rappel, les «redresseurs» ont, il y a quelques semaines, interpellé publiquement Abdelaziz Bouteflika, en sa qualité de président du FLN, pour mettre fin au règne de Ammar Saâdani et de son actuelle direction.

K. A.

FFS

«Où est le nouveau modèle économique ? Où sont ses contours ?»

Le FFS joint sa voix à celle des autres pans de l'opposition, vilipendant le nouveau modèle économique annoncé au printemps dernier par le gouvernement.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - «Nous avons beaucoup entendu à propos du nouveau modèle économique. Où est-il ? Où sont ses contours ?», s'est interrogé ironiquement le premier secrétaire national du vieux front, à l'ouverture, hier samedi, de la conférence nationale économique et sociale qu'il tient à l'hôtel Riadh, de Sidi-Fredj.

Et à Abdelmalek Bouchafa, qui s'exprimait devant un panel d'experts, d'économistes et autres élus et cadres du parti, de pousser encore sa dérision, soutenant que «jusqu'à présent, il n'a été procédé qu'à l'annonce de mesures ni nationales, ni populaires qui ont été imposées aux Algériens avec toute l'injustice et l'inégalité qui les accompagnent et l'intention de faire porter aux simples citoyens les résultats et la charge résultant de cette crise».

L'intervenant relèvera également «les probabilités de recours à l'endettement extérieur» que l'on entend dans des discours «contradictoires, rassurants par-ci, reconnaissant la situation difficile du pays par-là».

Tout cela prouve, poursuivra-t-il, «l'absence de stratégie claire pour dépasser la crise du pays», affirmant «ne pas croire en des réformes où la répression politique appuie la répression économique».

Pour le premier secrétaire national du FFS, il est urgent et capital «d'associer tous les Algériens à la prise de toutes les décisions qui les concerne et l'avenir de leur pays», regrettant la poursuite par le pouvoir en place, de sa «fuite en avant» via de «pseudoréformes de temps à autre».

Et cette conférence nationale économique et sociale intervient, selon Bouchafa, dans une «conjoncture difficile avec une crise structurelle après la chute vertigineuse des cours de l'or noir».

Une situation qui, signifiera-t-il, «lève le voile sur la gouvernance paralysée, avec absence de vision économique d'avenir et feuille de route claire». Cette crise est le «résultat d'une gestion unitaire et autoritaire des affaires du pays et sonne comme une preuve de l'échec des politiques économiques adoptées depuis le recouvrement de l'indépendance nationale et des réformes engagées par les gouvernements successifs».

Faisant remarquer que «toutes les tentatives de se départir de l'économie de rente ont été vaines en raison de la vulnérabilité de l'économie nationale et de ses défaillances structurelles».

Le premier secrétaire national du FFS relèvera qu'en dépit des «dépenses faramineuses, la consommation de la société algérienne est liée grandement à l'importation et le développement économique est prisonnier des fluctuations des marchés mondiaux».

Consensus national encore et toujours

Sur le plan politique, le responsable du doyen des partis de l'opposition tiendra de prime abord à soutenir que «la scène politique nationale est empreinte de «campagnes trompeuses» à l'effet, selon lui, de «détourner l'opinion publique des priorités qui devraient faire l'objet de débat, d'études et d'un consensus national entre tous les acteurs politiques, économiques et sociaux».

Estimant que la grave crise que vit le pays est «d'abord et surtout politique, ensuite celle de gouvernance et enfin économique», Bouchafa conclura que «ses solutions se doivent d'être en tout premier lieu politiques». Et de partager sa conviction, en fait, celle du FFS tout entier, que «l'on ne peut rien faire sans un consensus national» que, avertira-t-il, «nous édifierons avec, contre ou sans les forces qui le contrecarrent car la tendance générale chez le peuple est pour justement ce consensus national.

Nous le construirons, ce consensus national avec le peuple, pour le peuple et ce combat, nous le mènerons avec toutes les femmes et les hommes honnêtes pour construire une Algérie libre et heureuse, une deuxième République, un Etat démocratique et social, un Etat de droit et celui des libertés et des pluralismes».

M. K.

ORGANE NATIONAL DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le Mouvement El Islah parle «d'une mission impossible»

Lors de la session ordinaire du Mouvement El-Islah hier, son secrétaire général Filali Ghouini est revenu sur la nouvelle composante de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC).

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Selon le représentant du Mouvement, l'équipe multidisciplinaire désignée pour animer la politique nationale de lutte contre la corruption au sein de cet organe a à sa charge «une mission impossible».

S'expliquant sur cette déclaration, Filali Ghouini dit «estimer cet effort». Cependant, dans le contexte actuel, cette nouvelle organisation ne mènera pas loin. Pour clarifier ses propos, le responsable déclare que dès lors où «même le gouvernement ne rend pas compte de ses dépenses, des budgets fixés pour chaque département et des rapports de résultats de ces derniers, au Parlement ou aux institutions de contrôle, cet organe est caduc». Il fait non seulement l'objet d'un paradoxe mais d'une réelle hypocrisie politique.

Pour El Islah, à partir du moment où les institutions et les représentants de l'Etat empiètent les lois fondamentales et agissent à l'encontre du droit et de la Constitution, la corruption s'anime au sein même de ce système. Finalement, «combattre la corruption et ses dérivés doit commencer par l'éliminer à sa racine, au niveau des institutions constitutionnelles».

Revenant sur le terrain économique, F. Ghouini évoque les déclarations du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, ayant parlé d'un nouveau modèle économique en avril dernier. Jusqu'à ce jour, ce programme n'a toujours pas fait l'objet d'explications concrètes, rappelle l'intervenant. Si ce n'est que ces paroles ont pour finalité d'occuper l'opinion publique, a-t-il ajouté. Evidemment, il n'y a pas de réelle vision pour que l'on puisse créer un réel modèle économique adapté à la conjoncture actuelle. F. Ghouini rappelle à ce propos que «l'on ne veut pas d'une loi de finances 2017 qui consacre encore une fois l'envolée des taxes et des charges à l'encontre du faible pouvoir d'achat du simple citoyen».

Ajoutant que ce n'est pas à ce denier d'assumer les ratés d'une politique gouvernementale hasardeuse.

N. B.